



Le journal de  
l'Université du Québec  
à Montréal

# L'UQAM

Volume XXXIV  
Numéro 3  
1<sup>er</sup> octobre 2007

## Le Centre sportif fête ses dix ans



Photo : Andrew Dobrowolskyj

### Pierre-Etienne Caza

Personne ne risque de l'oublier : les «Portes ouvertes du 10<sup>e</sup> anniversaire» du Centre sportif de l'UQAM se tiendront le 10 octobre prochain. Pour l'occasion, les responsables du Centre invitent la communauté universitaire à (re)découvrir les installations sportives de l'UQAM grâce à des visites guidées et des expositions, auxquelles s'ajoute le lancement d'un programme écosocial responsable, intitulé «En vert et pour la santé».

«À partir de 11h30, nous dévoilerons la nouvelle bannière qui sera installée sur la façade du Centre sportif, ainsi que celle soulignant le 10<sup>e</sup> anniversaire. Le tout se déroulera en présence de la direction de l'UQAM, bien sûr, mais aussi de certains employés qui fréquentent le Centre sportif depuis son ouverture, affirme sa directrice, Manon Vaillancourt. Ils seront nos invités de marque.»

Toute la journée, les visiteurs pourront circuler à travers le centre et se rendre à la salle polyvalente où seront affichées des photos d'archives du Centre sportif, de sa construction à aujourd'hui. Une autre exposition – celle-là du Fonds d'archives de la Palestre nationale, acquis par le Service des archives et de gestion des documents de l'UQAM en 1974 – sera présentée dans le hall d'accueil, au sous-sol. Photos, documents et trophées de cette époque y seront expo-

sés jusqu'au 14 décembre.

Les nouveaux sites Web du Centre sportif et des Citadins seront également lancés officiellement le 10 octobre, tout comme le programme «En vert et pour la santé.» «Ce programme vise principalement à réduire l'utilisation des matières non-recyclables au Centre sportif et à faire la promotion de l'activité physique par l'utilisation des modes de circulation alternatifs, comme les escaliers», explique Manon Vaillancourt.

Un autre événement lié aux festivités aura lieu une semaine plus tard, le 17 octobre. Il s'agit du dévoilement du buste d'Adolphe-Louis Caron, qui sera exposé à l'entrée du Centre sportif. Ce monsieur a été à l'origine de la construction de la Palestre nationale, occupée par le Service des sports de l'UQAM pendant 14 ans (aujourd'hui le pavillon de Danse).

Créé en 1969, le Service des sports a déménagé de nombreuses fois avant d'occuper l'édifice actuel, sur la rue Sanguinet. Durant la construction du Centre sportif, de 1993 à 1996, il a été dissout, pour renaître sous l'appellation «Service de l'animation sportive» avec l'ouverture du Centre, en janvier 1997. «Nous avons cependant redémarré nos activités avec une programmation complète en septembre 1997, voilà pourquoi les festivités ont lieu cet automne», précise Manon Vaillancourt.

En décembre 1997, le Centre comp-

tait 6 003 membres, neuf ans plus tard, 7 606. «Ces statistiques sont proportionnelles à l'augmentation de la clientèle de l'UQAM, affirme Mme Vaillancourt. Bon an mal an, la fréquentation du Centre par les étudiants de l'UQAM inscrits à temps complet oscille autour de 28 %. Il y a donc un peu plus d'étudiants de l'UQAM qui pratiquent du sport dans un centre de conditionnement physique que la moyenne des gens du même âge, qui se situe autour de 26 % selon l'Institut de la statistique du Québec.»

### Les Citadins impliqués

Le succès du Centre sportif s'est également traduit au fil des ans par la formation d'équipes compétitives sur la scène universitaire canadienne. Et justement, les équipes de basketball fêtent cette année leur cinquième année d'existence. «Nous soulignerons l'événement lors de l'ouverture de la saison locale, le 10 novembre», ajoute la directrice du Centre.

Le même jour, le Centre sportif accueillera les anciens de l'UQAM dans le cadre d'une Journée familiale pour les diplômés, organisée en collaboration avec le Bureau des diplômés. «La plupart de nos diplômés n'ont jamais mis les pieds au Centre sportif, explique Mme Vaillancourt. Ce sera l'occasion pour eux de visiter les installations et d'assister aux matchs des

Plan d'action d'ici le 29 février 2008

## La mission de l'UQAM sera préservée

### Angèle Dufresne

Grâce à une entente administrative conclue entre le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et l'UQAM le 27 septembre dernier, l'Université retrouve la marge de manœuvre nécessaire pour parvenir à des «solutions concrètes et à long terme pour sortir de l'impasse financière», selon les mots de la rectrice par intérim, Mme Danielle Laberge. Le Conseil d'administration de l'UQAM a accepté l'entente à l'unanimité de ses membres et l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ l'adoptait le lendemain 28 septembre, à Québec.

En la qualifiant d'«administrative», la ministre Michelle Courchesne a précisé que l'entente fixe des objectifs sur des façons de travailler à l'ensemble des intervenants internes et externes à l'Université et un échéancier qui convient à toutes les parties. «Il était devenu nécessaire de s'entendre sur les rôles des uns et des autres car beaucoup de travail reste à faire», a précisé Mme Laberge.

La préoccupation première du gouvernement, réitérée par la ministre de l'Éducation, est que «l'UQAM puisse à nouveau se concentrer sur sa principale raison d'être : l'enseignement et la recherche.» Aussi, il «ne ménagera aucun effort pour l'accompagner pour qu'elle puisse poursuivre sa mission éducative accessible et de qualité», a-t-elle rajouté.

### Ouvertures de la ministre

Madame Courchesne a laissé entendre que le retour à l'équilibre budgétaire requis de l'UQAM pouvait dépasser un horizon de trois à cinq ans, mais qu'il n'était pas illimité; qu'elle était ouverte «à toute bonne solution réaliste qui permettrait à l'Université de continuer à se développer et à rayonner». La ministre a aussi précisé qu'avec l'exclusion du fardeau financier de l'Îlot Voyageur du plan de redressement, le déficit cumulé prévisible établi à 303 M\$ en 2012 serait moindre, car les frais financiers rattachés à ce projet n'y figureraient plus.

Les deux interlocutrices ont tenu à préciser que les travaux des dernières semaines pour en arriver à cette

entente s'étaient déroulés dans un climat de confiance retrouvée et, qu'enfin, les intervenants semblaient s'entendre sur l'ampleur de la tâche à abattre et les voies pour y parvenir. Déférence et remerciements sentis ponctuaient les interventions de la ministre et de la rectrice par intérim, au cours de la conférence de presse organisée aux bureaux de la ministre.

### Les firmes comptables

L'échéance proposée aux deux firmes comptables qui analysent les finances de l'UQAM est le 30 novembre 2007 pour Price Waterhouse Coopers (consultant engagé par l'UQAM) et le 15 décembre pour Ernst & Young (firme engagée par l'UQ). Ces deux firmes procèdent depuis plusieurs mois déjà à une évaluation de la situation financière de l'Université. Elles vont contribuer à parachever la proposition de redressement préparée par l'UQAM et déposée à la ministre en juin dernier.

Les deux firmes devront, selon les termes de cette entente, collaborer étroitement pour proposer des mesures qui permettront d'atteindre l'équilibre budgétaire sans compromettre la mission de l'UQAM.

Un «comité de sages» formé de trois personnes externes à l'Université, nommées et mandatées par la ministre, analysera le rapport soumis par Price Waterhouse Coopers et validé par Ernst & Young et formulera aux parties ses propres recommandations, au plus tard le 31 janvier 2008. Celles-ci auront par la suite jusqu'au 29 février pour s'entendre sur un plan d'action qui traduira en termes opérationnels les mesures de redressement financier retenues.

En appui à Mme Laberge, qui précisait que les firmes comptables n'étaient pas là pour faire le travail à la place de l'Université mais bien pour accompagner les professionnels de l'UQAM et aider à accélérer le processus, la ministre a ajouté qu'il était «sain et correct» que les choses se fassent ainsi parce que des experts neutres au dossier pouvaient

Suite en page 3 ►

Suite en page 2 ►



Le doyen Pierre Filiatrault écrit au Premier Ministre Charest

Monsieur le Premier Ministre,

Un tiens vaut mieux  
que deux tu l'auras...

Durant le week-end, vous avez souligné avec justesse que « le Québec a besoin de cerveaux... pour atteindre son plein développement économique ». Je suis d'accord avec vous. Mais... c'est là que le bât blesse. L'UQAM et son École des sciences de la gestion (ESG UQAM) représentent justement un levier de développement économique important pour le Québec. Or, le redressement budgétaire exigé, de plus de 300 M\$ sur cinq ans, alors que le budget de fonctionnement annuel est de l'ordre de 320 M\$, ne peut se faire sans mettre en péril la réalisation de notre mission actuelle. Ce fait est difficilement contestable pour quiconque connaît les données présentées dans le plan de redressement soumis à l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec et à la ministre de l'Éducation. Telle est pourtant la demande qu'adresse

cette dernière aux membres de la direction de l'Université. Lorsque la ministre dit éprouver le « sentiment d'être en train de donner un cours de gestion 101 » aux gestionnaires de l'Université la moins bien financée à Montréal, il y a plutôt lieu de se questionner sur la gestion du gouvernement dans le dossier de l'enseignement supérieur au Québec et sur sa vision du rôle de l'éducation dans notre société.

À mon sens, ce qui est le plus révoltant dans le contexte actuel de la crise financière que traverse l'UQAM, c'est que le dérapage du développement immobilier, qu'on ne peut nier, puisse faire ombrage aux nombreuses réalisations de notre Université.

Depuis près de 40 ans, l'ESG UQAM forme des gestionnaires compétents, créatifs, intègres, critiques et socialement responsables. Cela représente près de 60 000 diplômés issus de nos programmes en gestion, dont plusieurs ont accédé à des postes importants dans

les organisations québécoises et à l'étranger. Dans les années 70, 47 % des employeurs de la région de Montréal étaient francophones, alors qu'en 2008 c'est plus de 67 %. Le portrait a radicalement changé et il ne faut pas sous-estimer le rôle joué par l'ESG UQAM dans ce virage important.

École de gestion novatrice, accessible et multidisciplinaire, l'ESG UQAM détient l'accréditation EQUIS, un label de qualité qui distingue les meilleures écoles de gestion à vocation internationale au monde. Elle offre des cours aux trois cycles et elle est l'une des facultés/écoles de gestion les plus actives en recherche au Canada. Présentement, plus de 12 400 étudiants sont inscrits dans ses programmes, dont près de 1 500 proviennent de l'étranger.

Plusieurs centaines de nos étudiants foulent à chaque année le sol étranger pour poursuivre leurs études dans l'une des 32 universités partenaires de l'École ou pour

réaliser une activité internationale. Notre MBA pour cadres est offert avec succès dans une douzaine de pays. Ce programme est classé premier à Varsovie par le mensuel polonais *Home & Market*, et notre MBA donné conjointement avec l'Université Paris-Dauphine est classé quatrième en France. Le rayonnement international de l'École est non seulement un facteur de développement important pour elle, mais aussi pour l'UQAM, pour Montréal et pour tout le Québec.

L'École est une véritable ruche où tous et chacun participent aux missions d'enseignement, de recherche et de services à la collectivité. Elle compte 225 professeurs à temps plein, 400 chargés de cours, une centaine d'employés, des unités de recherche ancrées dans leur milieu, une association étudiante des plus dynamiques, un Centre de perfectionnement, un Centre de gestion de carrière, un Centre d'entrepreneuriat et le Réseau ESG UQAM par lequel elle garde le contact avec ses diplômés.

De toute évidence, l'École des sciences de la gestion est un instrument de développement économique pour Montréal et pour tout le Québec, et ses diplômés y jouent un rôle de premier plan. Ses nombreux partenariats avec les organisations du milieu lui assurent un positionnement unique au Québec, dans plusieurs domaines d'expertise. Sa notoriété, bâtie au fil des ans, et ses nombreuses réalisations ne devraient pas faire les frais des difficultés financières actuelles. Au contraire, il faut mettre en valeur ces acquis et défendre l'engagement qui anime les employés, professeurs, chargés de cours, étudiants, diplômés et partenaires de l'ESG UQAM. Ces milliers d'individus croient en notre institution et méritent que le gouvernement reconnaisse aussi sa contribution à la société.

Je vous demande, Monsieur le Premier Ministre, d'intervenir pour aider à trouver une solution acceptable qui permettra à l'École des sciences de la gestion et à l'UQAM de continuer à remplir leur mission et leurs rôles sociaux et économiques, dans un cadre budgétaire réaliste.

Et malgré les vents contraires qui rendent le parcours difficile, l'ESG UQAM continue de maintenir le cap sur l'excellence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.

Pierre Filiatrault, Ph.D., MSRC  
Doyen  
ESG UQAM

18 septembre 2007

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.  
**Directeur des communications**  
Daniel Hébert  
**Directrice du journal**  
Angèle Dufresne  
**Rédaction**  
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau  
**Photos**  
Nathalie St-Pierre  
**Conception de la grille graphique**  
Jean Gladu, designer  
**Graphisme**  
Geneviève Ouellet  
**Infographie**  
André Gerbeau  
**Publicité**  
Isabelle Bérard  
Communications Publi-Services Inc.  
(450) 227-8414, poste 300  
**Impression**  
Payette & Simms (Saint-Lambert)  
**Adresse du journal**  
Pavillon Berri, local WB-5300  
Téléphone: (514) 987-6177 • Télécopieur: (514) 987-0306  
**Adresse courriel**  
journal.uqam@uqam.ca  
**Versión Web du journal**  
www.journal.uqam.ca/  
**Dépôt légal**  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 0831-7216  
Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal  
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal  
Québec H3C 3P8



Photo : Nathalie St-Pierre

► 10 ANS – Suite de la page 1

Citadins en soirée, s'ils le désirent.» Depuis cet automne, l'UQAM participe à *De Facto*, un programme de sensibilisation à la lutte anti-tabagisme. «Tous les étudiants-athlètes des Citadins seront porte-parole et porteront fièrement le logo de ce pro-

gramme qui dénonce les messages des compagnies de tabac, ajoute la directrice. Il s'agit d'un programme pan-québécois qui a démarré dans les écoles primaires et secondaires, et qui s'étend maintenant aux cégeps et aux universités. Nous avons décidé de

nous y associer: encourager de saines habitudes de vie fait partie intégrante de notre mission.»

Toutes ces activités entourant le 10<sup>e</sup> anniversaire du Centre sportif de l'UQAM soulignent la réussite de ses artisans. «Nous avons dû effectuer

d'importantes compressions budgétaires cette année, nos festivités seront donc de bon goût et peu coûteuses», assure Manon Vaillancourt, qui souligne fièrement que le Centre sportif a toujours été à l'avant-garde de ce qui se fait dans le milieu sportif universitaire, autant par l'aspect novateur de ses activités que par la qualité de ses services; à preuve, les membres de la communauté universitaire peuvent désormais s'inscrire par eux-mêmes aux activités dirigées et aux ligues sportives par le biais d'Internet, une première au Québec pour une université d'importance comme l'UQAM. Finies les longues files d'attente! ●

Programme «En vert et pour la santé»

Le Centre sportif contribuera au «virage vert» de l'UQAM en adoptant plusieurs mesures cette année:

- modification des cartes de prêt d'équipement, qui seront désormais réutilisables (économie de plus de 60 000 cartes par année);
- diminution de la production d'imprimés (économie de 20 000 documents par année);
- installation de bacs de recyclage pour récupérer les contenants de verre, de plastique et de métal (jus, eau, etc.);
- promotion de l'utilisation de bouteilles d'eau réutilisables;
- encouragement à l'utilisation des escaliers;
- lancement du service d'inscription par Internet;
- mise en place d'un projet-pilote de compostage avec le programme de Camp de jour.

Si vous avez d'autres idées à suggérer, vous pouvez écrire à [sports@uqam.ca](mailto:sports@uqam.ca)



# Les Québécois sont-ils pacifistes ou isolationnistes?

Claude Gauvreau

À l’hiver 2003, sous un froid glacial, 150 000 Québécois marchaient dans les rues de Montréal pour dénoncer la guerre en Irak, tandis que 15 000 personnes se mobilisaient à Toronto. Plus récemment, à l’été 2006, une dizaine de milliers de Montréalais manifestaient contre l’intervention militaire d’Israël au Liban. Les Québécois seraient-ils plus pacifistes que les autres Canadiens? La société québécoise aurait-elle une perception différente de l’usage de la force dans les relations internationales?

Une vingtaine de chercheurs du Québec et du Canada anglais débattront de ces questions, les 5 et 6 octobre prochains, lors d’un colloque organisé par la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes, en collaboration avec le Centre d’étude des politiques étrangère et de sécurité (CÉPES) et la Chaire Hector-Fabre en histoire

du Québec. L’événement, qui a pour thème «La société québécoise face aux enjeux de défense du Canada», se tiendra à la Salle des Boiseries (pavillon Judith-Jasmin) de l’UQAM.

La guerre en Irak, la participation attendue du Canada au système américain de défense anti-missile et la mission en Afghanistan ont fait resurgir le vieux débat concernant l’attitude du Québec à l’égard des questions relatives à la défense et à la guerre. «Depuis la guerre des Boers au tournant du XX<sup>e</sup> siècle jusqu’au conflit en Afghanistan, en passant par les deux guerres mondiales, on a toujours observé un clivage entre francophones et anglophones. Le colloque permettra de questionner sa nature et son importance», note Stéphane Roussel, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes.

### Un léger écart

Selon le politologue, le Québec comme

le reste du Canada demeurent prisonniers de l’image associée au plébiscite de 1942, alors que 80 % des Québécois francophones avaient rejeté la conscription, et que 75 % des Canadiens anglais l’avaient approuvé. «Il est vrai que les Québécois sont généralement plus réfractaires que les Canadiens anglais aux interventions militaires à l’étranger, mais l’étude des sondages d’opinion publique réalisés au cours des dernières années montre que la différence n’est que de l’ordre de 10 %», souligne M. Roussel.

Le chercheur tient à nuancer l’image d’un Québec différent, pacifiste, qui rejetterait l’usage de la force. Lors de la guerre du Kosovo, en 1998, l’appui aux opérations de l’OTAN était aussi fort au Québec qu’ailleurs au pays, rappelle-t-il. Et l’opposition de la population québécoise à une présence militaire en Afghanistan est sensiblement la même que celle observée au Canada anglais.

### Servir une cause juste

L’écart, même faible, entre Québécois et Canadiens anglais serait lié à une tendance historique, explique M. Roussel. «Les Québécois n’ont jamais aimé se battre pour défendre les intérêts d’une puissance étrangère, qu’il s’agisse de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. Peut-être sont-ils plus isolationnistes que pacifistes. Pour soutenir une intervention militaire à l’étranger, les Québécois doivent avoir le sentiment qu’elle est légitime et qu’elle sert une cause juste.»

La perception de l’histoire militaire du Canada est aussi fort différente au Québec, précise-t-il. «Pour



Photo : Nathalie St-Pierre

**Stéphane Roussel, professeur au Département de science politique et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes.**

un Canadien anglais, le Canada a toujours été dans le camp des vainqueurs. Mais si on demande à un Québécois de nommer deux grandes batailles marquantes dans l’histoire canadienne, il risque fort de citer celle des Plaines d’Abraham et le débarquement à Dieppe, qui sont deux défaites militaires.»

Le colloque abordera d’autres thèmes comme le rapport entre la politique de défense du Canada et l’unité nationale, la guerre en Afghanistan et l’influence du Québec sur la politique étrangère canadienne. «Certains prétendent que la souveraineté du Canada dans l’Arctique serait présentement menacée. Mon hypothèse est que cette histoire est montée en épingle par les politiciens pour alimenter la fierté

et l’identité nationales. En clamant que le Nord appartient au Canada, le gouvernement conservateur veut ainsi montrer qu’il n’est pas à la remorque de son puissant voisin.»

Quant au rôle du Québec dans la politique étrangère canadienne, il est souvent dérangent et provocateur, affirme M. Roussel. «Dans certains dossiers, comme celui de la diversité culturelle, il se fait même le gardien d’une tradition remontant à l’ancien premier ministre canadien Lester B. Pearson, soit l’indépendance vis-à-vis des États-Unis.» ●

**PROGRAMME DU COLLOQUE**  
[www.er.uqam.ca/nobel/pedc](http://www.er.uqam.ca/nobel/pedc)

### ► PLAN D'ACTION – Suite de la page 1

faire des recommandations en toute liberté.

L’équipe d’une dizaine de représentants du Vérificateur général, à l’œuvre depuis l’été à l’UQAM, continuera, quant à elle, à faire son travail et, selon les mots de la ministre, «en a encore pour quelques mois» à examiner les principaux facteurs responsables des pertes occasionnées par les projets immobiliers de l’UQAM et leurs impacts sur sa situation financière.

### Îlot Voyageur

L’entente confirme aussi que le gouvernement tiendra l’UQAM «indemne des conséquences financières du projet de l’Îlot Voyageur évaluées à environ 200 M\$». La direction de l’UQAM et son Conseil d’administration reconnaissent qu’il s’agit là pour le gouvernement du Québec d’un appui considérable à l’effort de redressement des finances de l’UQAM et l’en remercient.

La ministre a précisé que le gouvernement cherchait un promoteur qui reprendrait le projet de construction pour le terminer et que les négociations se poursuivaient avec l’ensemble des intervenants, de nombreux aspects juridiques restant à régler.

La ministre a aussi annoncé que sa

collègue du ministère des Finances, Mme Monique Jérôme-Forget et elle-même feraient connaître d’ici la fin d’octobre des mesures très précises pour qu’un autre «Îlot Voyageur» ne puisse jamais se reproduire ailleurs. «Les règles seront resserrées, a-t-elle laissé entendre, et tout projet de construction devra dorénavant être approuvé par le gouvernement.» Mme Courchesne a d’ailleurs rencontré le Conseil d’administration de la CREPUQ dans les minutes qui ont suivi la conférence de presse.

### Avance de 20 millions \$

La ministre Courchesne a accepté d’avancer une somme de 20 M\$ prise à même la subvention conditionnelle de 28,7 M\$ qui n’a pas encore été versée à l’UQAM, pour l’année budgétaire 2005-2006. «C’est une première», a précisé Mme Courchesne, que le ministère accepte de verser une partie d’une subvention conditionnelle avant qu’un établissement ait soumis un plan acceptable de retour à l’équilibre budgétaire, mais elle a ajouté qu’elle ferait de même si une autre université se trouvait dans la même difficulté. «Notre responsabilité première est envers les 40 000 étudiants

qui étudient à l’UQAM.»

Le restant de la subvention conditionnelle de 2005-2006 (8,7 M\$) et celle de 2006-2007 (28,7 M\$) seront versés à l’UQAM lorsque le plan de redressement sera accepté par le MELS.

### Révision de la programmation

La rectrice par intérim a redit en conférence de presse qu’une «réflexion globale s’imposait sur nos priorités» et que la programmation en faisait partie, mais que cet exercice est permanent et continu dans toutes les universités.

«Nous vivons dans un environnement fluide, les choses changent, des programmes sont revus, suspendus, fermés, mais aussi créés. C’est un examen que nous avons toujours fait. Nous procéderons selon les règles de l’art en matière académique et administrative pour revoir l’ensemble de nos activités. L’entente conclue permettra à l’UQAM de reprendre son souffle. Elle nous apporte l’espoir d’en arriver ensemble et par nous-mêmes à des solutions préservant la mission de l’UQAM et lui conservant ses possibilités de développement pour l’avenir.» ●

PUBLICITÉ

# Les effets du stress sur la maladie

Marie-Claude Bourdon

Professeure au Département de psychologie, Kim Lavoie a deux laboratoires: un à l'Hôpital du Sacré-Cœur, où elle s'intéresse aux maladies pulmonaires comme l'asthme et la maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC), une maladie dégénérative due au tabac, et un autre à l'Institut de cardiologie de Montréal. Dans ses deux laboratoires, la psychologue s'intéresse aux effets du stress et des troubles psychiatriques sur l'évolution de certaines maladies. Son but? Convaincre les médecins, grâce à des études menées sur leur terrain, du sérieux de ces effets.

La comorbidité psychiatrique, c'est-à-dire la présence chez une personne de troubles psychiatriques en même temps qu'une autre maladie, est très fréquente chez les asthmatiques et encore davantage chez les victimes de la MPOC. Selon les études menées par l'équipe de Kim Lavoie, le tiers des asthmatiques souffrent d'au moins un trouble de l'humeur (dépression) et/ou d'un trouble anxieux. Douze pour cent font des attaques de panique, comparativement à 2 % dans l'ensemble de la population. Chez les personnes souffrant de la MPOC, 49 % ont aussi



Photo : Nathalie St-Pierre

**Kim Lavoie, professeure au Département de psychologie, tente de convaincre les médecins de prendre en considération les problèmes psychiatriques de leurs patients.**

un diagnostic psychiatrique et cette comorbidité est deux fois plus importante chez les femmes: 50 % ont au moins un trouble anxieux.

«Chez ces patients, une étude menée par l'une de mes étudiantes a montré

que le fait d'avoir un trouble psychiatrique augmente le risque d'exacerbation de la maladie, au point de nécessiter un changement de médication», rapporte la psychologue. Chez les cardiaques connus, comme elle l'a déjà montré

lors d'une autre étude conduite il y a quelques années, une crise de panique provoquée en laboratoire crée une ischémie – la réduction du flot sanguin vers le cœur responsable de la crise cardiaque – aussi, sinon plus sévère, que le tapis roulant. Chez les asthmatiques, les troubles psychiatriques s'accompagnent d'une prise de médicaments moins efficace, d'une moins grande qualité de vie et d'un plus grand nombre de visites à l'urgence.

### Des patients inquiets

«Ce n'est pas nécessairement parce que leur asthme est plus grave que ces patients vont plus souvent à l'urgence, dit la psychologue, mais parce qu'ils sont davantage inquiets. On les renvoie à la maison en leur disant que ce n'est pas grave, que c'est juste de l'anxiété. On devrait pourtant savoir que si leur trouble anxieux n'est pas contrôlé, ils vont revenir dans une semaine!»

Kim Lavoie voudrait que les services d'urgence détectent davantage le trouble panique: «Ce trouble est aussi très fréquent chez les patients qui se présentent avec une douleur thoracique, dit-elle. Parfois, la douleur peut être causée par une indigestion, mais parce qu'ils sont inquiets, ils se

précipitent à l'urgence en craignant de faire une crise cardiaque.»

Pour convaincre les médecins qu'il faut traiter et référer les patients présentant des comorbidités psychiatriques, la chercheuse utilise leur langage: elle leur parle de mécanismes pathophysiologiques, de nombre d'épisodes, de rechutes, d'utilisation des ressources. «Si un pneumologue reçoit un patient et qu'il détecte un problème de haute pression, il va le référer à un cardiologue. Mais s'il trouve que le patient est anxieux, il va mettre une note dans son dossier et, très souvent, les choses vont en rester là. Pourtant, ce n'est pas comme si on manquait de psychologues au Québec!»

Le message de Kim Lavoie commence sans doute à passer puisqu'elle vient de recevoir le Prix d'excellence en cardiologie préventive de la Fondation des maladies du cœur du Québec. Décerné en juillet dernier dans le cadre de la 4<sup>e</sup> Conférence internationale sur la cardiologie préventive, ce prix s'accompagne d'une bourse de 20 000 \$, qui s'ajoute aux autres subventions déjà accordées à cette jeune chercheuse prometteuse ●

# Enfin, une salle des marchés à l'UQAM

Marie-Claude Bourdon

«Après des efforts considérables, le rêve devient une réalité», lance d'entrée de jeu le responsable de la nouvelle salle des marchés de l'ESG, Maher Kooli. Le jeune professeur, qui est aussi directeur du programme de maîtrise en finance appliquée ainsi que du diplôme d'études supérieures en finance et du diplôme d'études supérieures en instruments financiers dérivés, ne cache pas sa joie devant les ordinateurs tout neufs, les écrans doubles, les logiciels et le matériel de projection qui équipent la salle où ses étudiants peuvent désormais plonger dans le feu de l'action boursière, comme si c'était vrai.

En fait, on attend encore une partie de la quincaillerie. Il y aura d'autres tableaux d'affichage, dont une bande défilante affichant les tickers (les symboles boursiers des entreprises) et leurs cotations, et de nouvelles bases de données seront bientôt accessibles. Pour l'instant, seuls les étudiants à la maîtrise sont invités à expérimenter la salle dans le cadre du cours «Négociation et arbitrage simulés en salle des marchés». Mais quand tout sera prêt et rodé – d'ici un an –, tous les étudiants du baccalauréat pourront avoir accès à la salle dans le cadre de séances d'initiation au traitement de l'information financière.

Au cours des dernières décennies, les marchés n'ont cessé de croître et de se complexifier. De plus en plus d'entreprises sont cotées en bourse, les nouveaux produits comme les contrats à terme se multiplient. «L'évolution des services financiers fait en sorte qu'il n'est plus possible d'offrir une formation adéquate sans



Photo : Nathalie St-Pierre

une salle des marchés», affirme Maher Kooli.

En simulant l'environnement de travail des courtiers, que ce soit sur le marché des actions, le marché monétaire ou celui des produits dérivés, la salle permet aux étudiants de se familiariser avec le traitement de l'information financière en temps réel. «Dans une salle des marchés, il faut prendre des décisions instantanément, note le professeur. Les étudiants doivent donc

apprendre à gérer leur stress et à faire le lien entre la théorie et la pratique, de façon à pouvoir prendre des décisions rapides et judicieuses.»

Grâce aux logiciels de simulation, les étudiants se voient confier un portefeuille fictif qu'ils ont le soin de gérer tout au long de la session. «Cela permet de vérifier la pertinence des stratégies mises de l'avant... et aussi de savoir si on est bon ou non», observe Maher Kooli.

En plus de ses objectifs liés à l'enseignement, la salle permettra également de mener des activités de recherche appliquée, liées par exemple à la fabrication de nouveaux indices boursiers ou de nouveaux instruments financiers.

La mise en place de la salle des marchés a pu compter sur l'appui de partenaires de taille, la Bourse de Montréal et la Caisse de dépôt et placement du Québec. La firme QJ Trader

a, par ailleurs, fourni la plateforme informatique pour les 15 postes de courtage de la salle, un don d'une valeur de près de 400 000 \$. «Depuis une dizaine d'années, toutes les écoles de gestion se sont équipées d'une salle des marchés, dit Maher Kooli. Nous sommes les derniers à avoir la nôtre, mais il y a un avantage à être les derniers: dorénavant, c'est nous qui aurons l'équipement dernier cri!» ●



# Dans les coulisses du quartier de la fourrure

Dominique Forget

Au centre-ville de Montréal, les firmes d’avocats, bureaux d’ingénieurs et sièges sociaux de grandes entreprises prennent d’assaut les tours à bureaux, rivalisant pour occuper les

*Journal of Entrepreneurship and Innovation Management.* «Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les mesures protectionnistes qui défendaient l’industrie vestimentaire [Accord multifibres] n’existent plus», souligne Juan-Luis Klein, spécialiste de la géographie éco-

de la production ou du commerce de la fourrure.

## Le secret : la cohésion

Pour percer le secret de l’industrie, l’équipe de l’UQAM a visité plusieurs usines et boutiques du quartier. Elle s’est entretenue avec des pelletiers, des designers, des tailleurs, des vendeurs... «D’emblée, nous avons été marqués par la cohésion qui existe non seulement entre les membres d’une même entreprise, mais entre les entreprises elles-mêmes, raconte Diane-Gabrielle Tremblay. Le rôle très dynamique joué par le Conseil canadien de la fourrure a énormément contribué au développement de cette cohésion.» Alan Herscovici, qui dirige le Conseil, est en effet reconnu et respecté dans le milieu pour son leadership exceptionnel.

C’est sous son influence que l’industrie a choisi de se concerter pour lancer deux grandes marques collectives : FurWorks et Beautifully Canadian. Chaque marque profite d’importantes campagnes de marketing. La stratégie a eu beaucoup plus d’impact que si les manufacturiers avaient choisi de lancer de façon indépendante plusieurs petites marques, en compétition les unes avec les autres. «Les entreprises participantes ont retenu les designers les plus modernes pour concevoir les vêtements, poursuit Mme Tremblay. Leurs produits tranchent avec les manteaux amples qui descendent jusqu’aux chevilles. Ces deux marques sont devenues des références.» L’industrie montréalaise, de concert avec le Conseil canadien de la fourrure, a aussi mis sur pied un salon international de la fourrure à Montreal (le *North American Fur & Fashion Exhibition* – NAFFEM), un événement phare qui attire des producteurs et des acheteurs des quatre coins du monde.

Comment les producteurs de fourrure sont-ils arrivés à mettre de côté leurs différends pour unir leurs efforts et conquérir ensemble le marché étranger? «La proximité physique est un élément de la réponse, explique Juan-Luis Klein. Les donneurs d’ordre et les sous-traitants se côtoient depuis des années. Ce rapprochement favorise l’échange d’informations et d’idées. Sans parler du facteur ethnique. Le fait que l’industrie soit essentiellement composée de Québécois d’origine grecque aide à la cohésion du milieu.»

## Le facteur ethnique

En effet, l’histoire de la fourrure à Montréal est intimement liée à l’immigration. Un premier contingent d’immigrants juifs spécialisés dans le domaine s’est installé à Montréal au début du XX<sup>e</sup> siècle. Au cours des années 1930, plusieurs maîtres-fourreurs venus de Leipzig, en Allemagne, sont venu grossir leurs rangs. Après la Guerre de 39-45, ce fut au tour des Grecs de s’impliquer dans la transformation et la vente de la fourrure. Montréal a accueilli des immigrants en provenance de la région de Kastoria, spécialisée dans la fabrication de la fourrure. Les manufacturiers grecs, lorsqu’ils avaient du mal à trouver

des travailleurs qualifiés, les faisaient d’ailleurs venir directement de Kastoria. Les Juifs et les Grecs se sont partagé le marché jusqu’à ce que les Juifs se retirent, dans les années 1980.

L’industrie saura-t-elle résister à l’épreuve du temps et continuer à prospérer dans son petit district du centre-ville? Pas si sûr. Des cinq édifices industriels qui formaient initialement le quartier de la fourrure, un premier a été converti en condominium il y a cinq ans. Restent le Gordon Brown (au 390 et 400 de Maisonneuve Ouest), le Albee (au 366 Mayor), le Sommer (au 461 de Maisonneuve Ouest) et le Sternthal (au 1435 St-Alexandre). L’an dernier, les gestionnaires du Gordon Brown ont entrepris d’importants travaux de restauration. Du coup, les

loyers ont grimpé et plusieurs producteurs de fourrure ont dû quitter les lieux. Le même sort pourrait attendre ceux qui restent. La grande entreprise multimédia A2M a déjà déménagé ses pénates au Sommer.

Les fourreurs qui se retrouvent à la rue se dirigent en majorité vers la rue Chabanel, rejoindre d’autres entreprises du vêtement. Cette division de la communauté soulève des inquiétudes. «L’industrie risque de perdre une partie de la cohésion qui fait sa force, craint Juan-Luis Klein. En plus, elle pourrait perdre une belle vitrine. Ses étalages au centre-ville attirent les touristes tout comme les travailleurs. Les commerçants pourraient toujours séparer la vente de la production, mais encore une fois, on risque de miner la cohésion de l’industrie.» ●



Photo : Nathalie St-Pierre

À Montréal, l’industrie de la fourrure est en croissance, innove et exporte.

édifices les plus modernes, les étages les plus hauts ou les adresses les plus prestigieuses. Au coin des rues Mayor et St-Alexandre toutefois, à deux pas du Complexe des sciences Pierre-Dansereau, un petit quartier peuplé d’irréductibles résiste encore à l’envahisseur. Le quartier de la fourrure, où l’on travaille les peaux, confectionne les vêtements et attire les clients, fait partie du paysage depuis le tournant des années 1950. Malgré les soubresauts vécus par l’industrie du vêtement à Montréal, les entreprises spécialisées dans la fourrure maintiennent le cap et tirent admirablement bien leur épingle du jeu.

Les professeurs Juan-Luis Klein, du Département de géographie, Diane-Gabrielle Tremblay, de la TÉLUQ, Jean-Marc Fontan, du Département de sociologie, en collaboration avec l’étudiante Nathalie Guay, viennent de publier un article intitulé *L’exceptionnalité de la fourrure dans une industrie du vêtement à la dérive*, dans les pages du *International*

nomique. «La compétition venant de la Chine, du Bangladesh ou d’autres pays où la main-d’œuvre est bon marché a fait très mal au Canada. La fourrure constitue un cas d’exception. L’industrie est en croissance, innove et exporte. Il n’est pas question de soustraire une partie de la production à l’étranger.»

Les fabricants de fourrure sont pourtant confrontés depuis plus longtemps que le reste de l’industrie vestimentaire à la concurrence internationale. En effet, ils n’ont jamais été protégés en vertu de l’Accord multifibres. Les règles de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) et les différents traités de libre-échange les ont rapidement exposés à l’assaut des nouveaux exportateurs, russes ou chinois notamment. Qu’à cela ne tienne. Le Canada occupe le 7<sup>e</sup> rang au palmarès des pays exportateurs, une position qui serait en progression. L’essentiel des activités canadiennes sont concentrées à Montréal, où 172 entreprises vivent

PUBLICITÉ



# Un nouveau morceau du casse-tête

Dominique Forget

Pour faire bonne figure ou apaiser leur conscience environnementale, on a souvent vu des entreprises ou même des gouvernements planter de jeunes arbres. En poussant, ces derniers sont censés absorber du dioxyde de carbone et compenser les émissions de gaz à effet de serre engendrées par une activité ou un événement. Les scientifiques savent aujourd’hui que cette mesure compensatoire apporte rarement les résultats escomptés. Certes, les arbres absorbent du carbone en période de croissance, mais une fois à maturité, ils finissent généralement par se décomposer ou brûler, relâchant le carbone emmagasiné. Même le bois qui sert à la fabrication de matériaux de construction n’est pas éternel.

Le dioxyde de carbone, et de façon plus générale le carbone tout court, suit de tortueux méandres dans la biosphère. Ses molécules sont échangées entre l’atmosphère, les forêts, les océans ou les organismes vivants. C’est ce qu’on appelle le «cycle du carbone», un processus complexe que les scientifiques tentent d’élucider. En comprenant mieux ce cycle, ils pourront prédire avec plus de justesse comment le climat et les écosystèmes régiront aux augmentations futures des concentrations de gaz à effet de serre dans l’environnement.



Photo : Nathalie St-Pierre

Frank Berninger, du Département des sciences biologiques.

### La contribution humaine

Le professeur Frank Berninger, du Département des sciences biologiques, vient de mettre en place un nouveau morceau dans le casse-tête du cycle du carbone, en collaboration avec une équipe internationale menée par un chercheur de l’Université de Bologne, Federico Magnani. Leurs découvertes sont à la fois si fondamentales et si surprenantes qu’elles ont été publiées dans nul autre journal que la prestigieuse revue *Nature*, le 14

juin dernier, dans un article intitulé *The Human Footprint in the Carbon Cycle of Temperate and Boreal Forests*. «Nous nous sommes intéressés plus particulièrement aux impacts des activités humaines sur le cycle du carbone dans les forêts nord-américaines», résume le professeur Berninger, écologiste finlandais et physiologiste des plantes, recruté par l’UQAM il y a trois ans.

Qu’ont découvert les chercheurs? Entre autres que plus les humains

polluent, plus les forêts sont efficaces lorsque vient le temps d’absorber des gaz à effet de serre. «C’est tout un paradoxe, souligne Frank Berninger. Plusieurs procédés industriels et la combustion des carburants fossiles par les voitures relâchent dans l’atmosphère des oxydes d’azote, qu’on appelle souvent NOx. Tout cet azote finit par retomber sur terre, dans l’eau de pluie. Or, il s’agit un nutriment essentiel à la croissance des plantes. Quand il tombe sur le sol, les végé-

taux poussent plus vite et emmagasinent plus de carbone.»

### Pluies acides

On s’en doute: les bonnes nouvelles sont de courtes durées. Même si la forêt pousse plus vite, une fois à maturité, elle relâche tout de même son carbone, en brûlant ou en se décomposant. Pire encore, les NOx qui se retrouvent dans l’atmosphère forment de l’acide nitrique en réagissant avec l’eau de pluie. Ces précipitations sont responsables de l’acidification des sols, des lacs et des cours d’eau. «L’émission d’oxyde d’azote ne doit être vue d’aucune façon comme une solution pour limiter l’envergure des changements climatiques, dit Frank Berninger. Il s’agit d’un polluant dévastateur. Seulement, nous savons qu’il est présent dans l’atmosphère. Comprendre son rôle nous aidera à mieux suivre l’évolution de la forêt dans le contexte des changements climatiques.»

Comment Frank Berninger a-t-il réagi en apprenant que ses travaux allaient être publiés pour la première fois dans *Nature*? «Ce qui compte pour moi, c’est qu’il s’agisse d’un bon papier, peu importe où il est publié. Que ce soit de la bonne science. Mais c’est certain que ça fait un petit velours... et que ça risque de m’aider pour mes demandes de subventions futures.» ●

# Laboratoire médical de poche

Dominique Forget

Entre le moment où un patient subit une prise de sang et celui où il obtient les résultats des analyses, il peut s’écouler des jours, voire des semaines. Pour ceux chez qui l’on soupçonne la présence d’un cancer, du VIH ou de toute autre maladie grave, l’attente génère d’indicibles angoisses. Les laboratoires sur puces (*lab on chips*), sur lesquels planchent les spécialistes des nanotechnologies, pourraient accélérer les choses. Si le vœu des chercheurs se réalise, nous pourrions bientôt courir à la pharmacie du coin acheter, moyennant une dizaine de dollars, un dispositif de la taille d’une pièce de monnaie qui vérifiera la présence de dizaines d’agents pathogènes dans une seule goutte de sang, en l’espace de quelques minutes.

Ricardo Izquierdo, spécialiste en microélectronique et professeur au Département d’informatique, fait partie des scientifiques qui misent sur cette technologie. Au mois d’août, il a reçu une subvention de près de 300 000 \$ de la Fondation canadienne pour l’innovation (FCI) qui lui permettra de créer dans son laboratoire un environnement exempt de poussières (un seul grain peut compromettre le fonctionnement d’une biopuce). Il pourra aussi s’équiper de quelques appareils utiles à ses recherches, notamment des équipements de litho-

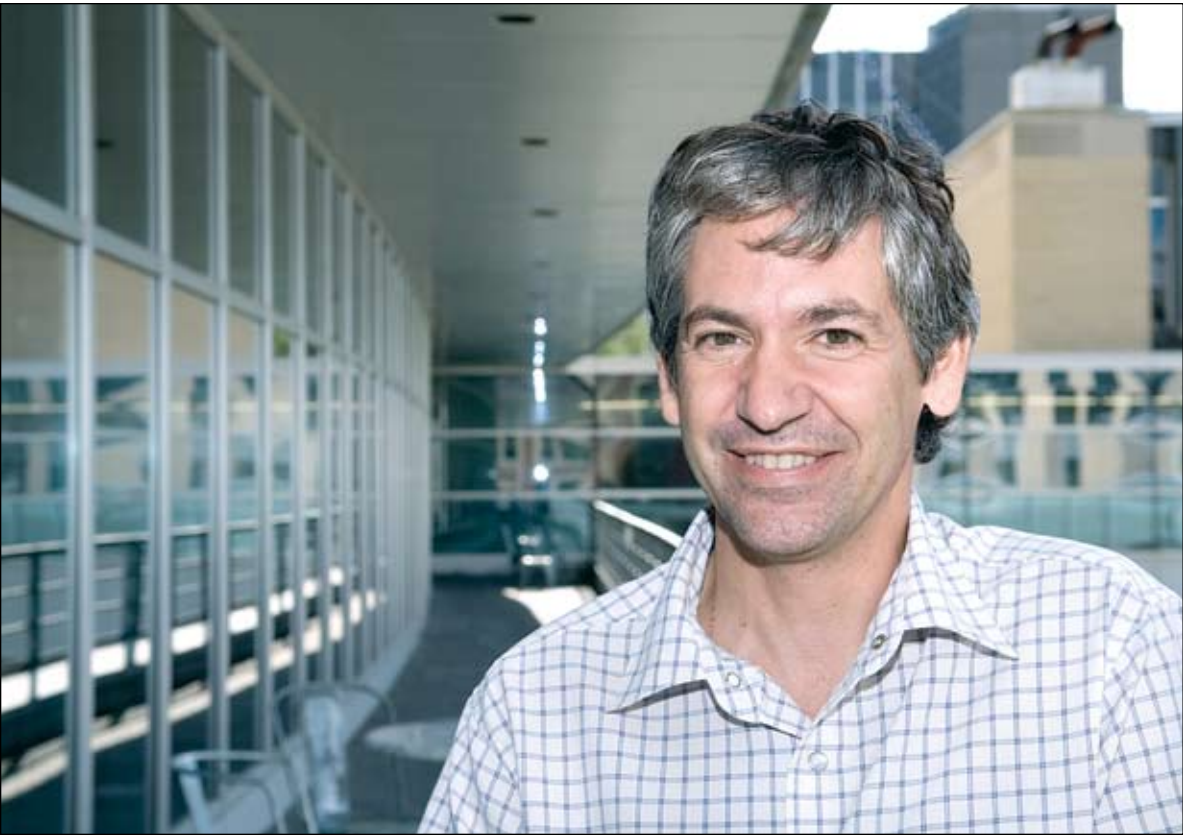


Photo : Nathalie St-Pierre

Ricardo Izquierdo, professeur au Département d’informatique.

graphie nanométrique pour graver sur les biopuces les canaux qui seront empruntés par un liquide, une goutte de sang par exemple.

### Sur une puce de la taille d’un 25 sous

«Il y a deux composantes principales dans un laboratoire sur puce, explique le chercheur. D’abord, il faut un

dispositif qui permet au liquide de circuler. Il est composé de canaux et de pompes.» Sur une pièce de la taille d’un 25 sous, ces mécanismes sont invisibles à l’œil nu. Le professeur Izquierdo travaille par exemple sur un polymère dont le volume change lorsqu’on le soumet à un courant électrique. La charge est appliquée à une infime partie de la puce. Lorsque le

matériau se gonfle à cet endroit, il pousse le liquide un peu plus loin dans le canal.

La deuxième composante du laboratoire sur puce sont les capteurs eux-mêmes. Leur rôle consiste à détecter en temps réel des concentrations infimes d’une protéine, d’un virus, d’une bactérie, d’un brin d’ADN ou d’une molécule chimique. «À la surface des

puces, on place des composés qui, par leur nature, réagissent avec la molécule ciblée. Lorsqu’il y a réaction, un signal est émis. Une lumière fluorescente se dégage, le poids du capteur change, un courant électrique s’active, etc.» Les composantes microélectroniques intégrées à la puce captent ce signal et le quantifient, le rendant lisible pour l’humain. Sur quelques millimètres carrés, on peut insérer des dizaines, voire des centaines de capteurs de ce genre.

### Dilemmes éthiques

Les défis sont nombreux pour les chercheurs comme Ricardo Izquierdo. Les capteurs doivent être sensibles, certes, mais ils doivent aussi être très spécifiques. Il faut à tout prix éviter qu’ils réagissent lorsqu’ils sont en présence d’une molécule semblable au composé ciblé, question d’éviter les mauvais diagnostics.

À moyenne échéance, les chercheurs seront aussi confrontés à des questions éthiques. «L’idée qu’un individu puisse apprendre qu’il est atteint d’une maladie mortelle alors qu’il est seul chez lui soulève bien des questions, souligne le professeur Izquierdo. Mais il y a des solutions. Pour certains tests, les laboratoires sur puces pourraient n’être utilisés que dans les bureaux d’une infirmière.» ●



# On accorde trop d’importance au religieux

Claude Gauvreau

Les accommodements raisonnables pour des motifs religieux étaient une fois de plus au centre des préoccupations du débat public sur les enjeux liés aux travaux de la Commission Bouchard-Taylor, tenu la semaine dernière à l’UQAM. Près d’une centaine de personnes, de tous âges, ont participé à cet événement qui était organisé par le Centre de recherche sur l’immigration, l’ethnicité et la citoyenneté (CRIEC).

À un intervenant qui affirmait que la laïcité était attaquée par les communautarismes religieux au Québec, la directrice du CRIEC, Micheline Labelle, a répliqué que le phénomène des revendications religieuses n’avait pas l’ampleur que certains voulaient bien lui donner. Elle a rappelé que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ne reçoit annuellement, en moyenne, qu’une quinzaine de demandes d’accommodements fondées sur un motif religieux, dont plusieurs proviennent de



Photo : Charles Audet

personnes de confession protestante. «De plus, ces demandes ne sont pas portées par l’ensemble des membres d’une communauté, mais par une minorité seulement», a-t-elle souligné.

Depuis la séparation de l’Église et de l’État, la religion ne dicte plus les normes qui régissent les comportements collectifs, a rappelé Louis Rousseau, professeur au Département

des sciences des religions. «Elle demeure toutefois une référence identitaire incontournable, a-t-il dit, y compris pour de nombreux Québécois francophones qui, sans être pratiquants, n’ont pas renié leurs origines catholiques.»

Pour le sociologue Rachad Antonius, le débat autour des accommodements raisonnables est mal enclenché et réducteur. «On a l’impression que le seul choix s’offrant aux Québécois est d’être, globalement, pour ou contre les accommodements raisonnables.» Il déplore également le discours de victimisation, tenu par des Québécois francophones et des membres de communautés ethnoculturelles, qui sert parfois à dénigrer d’autres groupes ou communautés. Le professeur a enfin souligné le rôle néfaste joué par certains médias qui alimentent le sentiment d’inquiétude au sein de la population.

«La dichotomie entre le *nous* francophone majoritaire et le *eux* refait surface au Québec et il faut s’y opposer», a lancé Micheline Labelle, tout

en insistant sur l’importance d’une politique publique québécoise de gestion de la diversité qui intégrerait une politique de la citoyenneté et des mesures de lutte contre le racisme, notamment pour défendre les Autochtones. Une telle politique devrait également, selon elle, tenir compte de la dualité des modèles d’intégration au pays – multiculturalisme canadien et interculturalisme québécois – ainsi que de la diversité des opinions au sein des communautés culturelles, trop souvent présentées comme des ensembles homogènes. «Certaines d’entre elles sont établies au Québec depuis plus de 100 ans et font partie de la société d’accueil», a-t-elle noté.

Un homme d’origine algérienne est venu raconter avec émotion qu’il avait quitté son pays pour fuir la violence et qu’il était heureux de pouvoir vivre dans une société où règnent la tolérance et la paix sociale. «Il faut expliquer aux nouveaux arrivants comment, historiquement, le Québec s’est développé en une société démocratique et pluraliste», a-t-il conclu ●

## Première conférence du Cœur des sciences

# Les humains dans la biodiversité

Dominique Forget

Jacques Weber, directeur de l’Institut français de la biodiversité, a déménagé ses pénates au Québec pour quelques semaines cet automne. Recruté à titre de chercheur invité par l’Institut Hydro-Québec en environnement, développement et société de l’Université Laval, il sera de passage au Cœur des sciences le 4 octobre pour présenter une conférence intitulée *Les humains dans la biodiversité*. «Au Québec, l’abondance des ressources naturelles frappe en contraste avec l’Europe, dit-il. On n’a pas besoin de s’éloigner tellement de la ville de Québec pour se retrouver en pleine forêt. C’est un chance inouïe, mais également un danger. La nature est tellement gigantesque que les Québécois n’ont pas toujours à l’esprit qu’elle est épuisable.»

Partout dans le monde, les entreprises puisent des ressources naturelles, sans payer le prix de la restauration des écosystèmes, souligne cet économiste et sociologue. Un suicide pour l’humanité. «Il est insensé de penser qu’une fois les ressources épuisées, nous pourrions un jour coloniser une autre planète et repartir à neuf. Notre espèce est indissociable de la biodiversité. Tout ce que l’on mange vient de la nature. Même les bactéries qui nous permettent de digérer sont vivantes.» Cette place occupée par la race humaine dans la biodiversité sera le principal sujet abordé lors de sa présentation à l’UQAM.

En parallèle à ses activités de direction de l’Institut français de la biodiversité (une organisation qui fédère des ministères, des organismes de recherche, des ONG et des associations professionnelles), Jacques Weber tra-

vaille activement au sein du CIRAD, un centre voué à la recherche agronomique, au service des pays du Sud. «Les pays où la biodiversité est la plus riche sont les plus pauvres de la planète, rappelle-t-il. Pour l’instant, ce sont les pays du Nord qui détiennent les connaissances scientifiques et qui profitent des retombées. Il faut enseigner aux habitants du Sud à protéger leur patrimoine.»

Jacques Weber a tissé des liens avec plusieurs professeurs de l’UQAM et collabore tout particulièrement avec Jean-Pierre Reveret, professeur au Département de stratégie des affaires de l’ESG. Il entretient aussi une longue amitié avec Pierre Dansereau, professeur émérite, un homme qu’il qualifie de «trésor vivant». «C’est grâce à des hommes comme lui que les mentalités changent.»

Ces changements se produisent



d’ailleurs à une vitesse étonnante selon Jacques Weber. «Je dirais même que les mentalités changent à une

vitesse folle. Les gens veulent être sensibilisés et agir. Il suffit d’alimenter ce désir d’information.» ●

## PUBLICITÉ



# Mettre l'accent sur la prévention

Claude Gauvreau

«L'agressivité chez les personnes qui présentent une déficienciel'intellectuelle est la plus grande barrière à leur intégration sociale», affirme Diane Morin, professeure au Département de psychologie. Mme Morin s'intéresse aux comportements problématiques engendrés par la déficienciel'intellectuelle, l'agressivité notamment, et à leur prévention. «Il s'agit de développer des méthodes d'intervention qui permettent aux personnes vivant avec ce déficit de mieux s'intégrer dans leur communauté», dit-elle.

La psychologue a participé récemment à une étude réalisée auprès d'une population de plus de 3 000 adultes (hommes et femmes) qui bénéficiaient des services de trois centres spécialisés en déficienciel'intellectuelle, situés dans trois régions du Québec. Selon l'étude, près de 54 % des participants avaient manifesté, au cours d'une période de 12 mois, l'un ou l'autre des comportements suivants : agressivité verbale,



Photo : Charles Audet

Diane Morin, professeure au Département de psychologie.

agressivité à l'égard de biens matériels et envers soi, agressivité physique et

agressivité sexuelle. Toutefois, seulement 4,9 % d'entre eux avaient exprimé une forme d'agressivité physique pouvant provoquer une blessure.

«La recherche montre que les personnes présentant une déficienciel'intellectuelle ne sont pas toutes agressives, que l'agressivité verbale est le comportement le plus répandu et que plus la déficienciel'est légère, moins le taux d'agressivité est élevé», indique Diane Morin. On note par ailleurs que l'agressivité envers les biens matériels et celle à caractère sexuel sont plus courantes chez les hommes, alors que chez les femmes, l'agressivité est davantage tournée vers soi.

### «La déficienciel'intellectuelle n'est pas une maladie mentale»

Au Québec, 75 000 personnes environ vivent avec une déficienciel'intellectuelle, légère dans la majorité des cas. «Il est important, souligne Mme Morin, de distinguer déficienciel'intellectuelle et maladie mentale, car les gens ont généralement tendance à confondre les deux. La déficienciel'intellectuelle n'est pas une maladie mais un état permanent qui peut s'accompagner d'une déficienciel'physique et, parfois, de problèmes de santé mentale.»

La déficienciel'intellectuelle, qui apparaît avant l'âge de 18 ans, se caractérise par un rendement intellectuel – mesuré par les tests standardisés d'intelligence (QI) – nettement sous la moyenne, et par des «comportements adaptatifs» plus ou moins limités, qu'il s'agisse de compétences domestiques, d'autonomie personnelle ou d'habileté à communiquer dans la vie de tous les jours. Le niveau de difficulté varie selon le degré de gravité de la déficienciel', laquelle peut être légère, moyenne, sévère ou profonde. À l'école, par exemple, un élève ayant une déficienciel'intellectuelle légère aura besoin de recourir constamment à un mode de raisonnement concret et accusera un retard important dans les apprentissages qui requièrent des capacités d'abstraction et de symbolisation.

Le comportement agressif est lié

souvent aux difficultés à communiquer de manière adéquate, précise Mme Morin. «Les personnes qui vivent avec une déficienciel'intellectuelle éprouvent, comme tout le monde, des émotions, mais elles ne sont pas toujours capables de les exprimer ou de les contrôler. D'où l'apparition de sentiments de frustration et de colère qui entraînent de l'agressivité.» Enfin, il faut tenir compte du milieu de vie, ajoute la chercheuse. «Notre étude était centrée sur des individus qui vivaient dans des appartements supervisés, dans leurs familles naturelles ou dans des résidences de type familial, soit des environnements moins fermés que les instituts psychiatriques. Un milieu de vie dit fermé peut alimenter l'agressivité, notamment parce que les sorties y sont plus limitées et que la place accordée à l'autonomie y est moins grande.»

### Nouveau DESS en déficienciel'intellectuelle

Le Québec compte une vingtaine de centres de réadaptation en déficienciel'intellectuelle qui mettent l'accent sur

la prévention et des interventions de plus en plus spécialisées. Ainsi, la Fédération des centres de réadaptation du Québec s'est dotée d'un plan national de formation en déficienciel'intellectuelle. Les premiers cours porteront sur la nature des comportements problématiques et leurs causes.

Des interventions à la fois spécialisées et personnalisées sont essentielles, poursuit la professeure, car on ne peut pas adopter la même approche avec tout le monde. «D'où l'importance, dit-elle, de développer la formation universitaire pour les étudiants intéressés par ce domaine de recherche. L'UQAM a créé un nouveau Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en déficienciel'intellectuelle, qui débute cet automne, pour répondre à ce besoin.»

Diane Morin est convaincue qu'il est possible, grâce à un soutien approprié et personnalisé sur une longue période, de faire diminuer le taux d'agressivité et d'améliorer le rendement intellectuel. «Plus on intervient tôt et rapidement, plus les chances d'intégration augmentent.» ●



Photo : Nathalie St-Pierre

Depuis cet été, le pavillon de Design est muni d'un toit vert. Du moins presque... Le toit n'est pas entièrement couvert de végétaux comme le veulent les principes de la nouvelle écologie urbaine. Il est toutefois équipé de plusieurs bacs de terre, tous remplis de plants de légumes. Aubergines, poivrons, tomates, petits pois, poireaux, cerises de terre, fines herbes... de quoi se concocter un fabuleux menu santé.

«Ce sont les organismes communautaires Alternatives et LocoLocal qui gèrent le jardin alimentaire», explique Cynthia Philippe, conseillère en développement durable à l'UQAM. «Normalement, ils s'installent sur le toit de l'École nationale d'administration publique, avenue Henri-Julien. Mais cet édifice est en restauration à cause d'un incendie. L'Université McGill a accepté d'accueillir une partie des plants cet été, nous avons pris l'autre moitié.»

Sur le toit de l'UQAM, on cultive les légumes sans engrais chimiques ni pesticides. Tous les contenants sont équipés d'un double fond rempli d'eau, ce qui permet aux plants de boire toute la journée lorsque le soleil atteint son zénith. Du coup, les plantes purifient l'air et aident à tempérer la chaleur émise par le béton du centre-ville.

Avec l'automne vient la saison des récoltes. Une première cueillette a eu lieu au début de septembre : 30 kilos de légumes. Une seconde récolte s'est faite à la fin du mois. Les denrées sont séparées en deux : une partie va à la popote roulante du Santropol; une autre est destinée aux enfants de la garderie Mamuse. Un cadeau apprécié. D'ailleurs, l'UQAM a déjà annoncé son intention de renouveler l'expérience l'an prochain.

Dominique Forget

PUBLICITÉ



# Le prophète, entre le mot et l’image

Marie-Claude Bourdon

Lorsque la crise des caricatures du prophète Muhammad a éclaté, à l’hiver 2006, Olga Hazan, professeure associée au Département d’histoire de l’art, avait déjà dressé le plan d’un projet de recherche sur la «Figuration du sacré, entre judaïsme, christianisme et Islam». C’est dans le cadre de ce projet, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, qu’est offerte à partir du 3 octobre une série de rencontres interdisciplinaires visant à observer la manière dont le prophète de l’Islam a été évoqué à travers l’histoire.

«Contrairement à ce que l’on pense généralement, il n’y a aucune interdiction concernant la représentation du prophète dans le Coran», affirme Olga Hazan. On retrouve bien, précise-t-elle, quelques interdits dans les Hadiths (l’ensemble des paroles et des actions de Muhammad). «Mais leur portée n’est pas si importante puisque l’on retrouve des représentations de Muhammad dans des manuscrits arabes, persans et turcs, au moins à partir du 14<sup>e</sup> jusqu’au 19<sup>e</sup> siècle.»

Avec les siècles, la figure du prophète évolue, cependant. Au départ, il est représenté comme les autres personnages, parfois avec une auréole. Puis, il apparaît avec une flamme signalant son statut prophétique au-dessus de la tête. Ensuite, la flamme remplace la tête, et finalement tout le corps disparaît au profit de la flamme.

### Monothéisme et destruction des idoles

Cette schématisation progressive du corps de Muhammad est particulière à l’Islam, note Olga Hazan, mais il ne faut pas croire que c’est la seule religion à interdire (plus ou moins) la représentation du sacré. «Le monothéisme s’inscrit dans l’histoire par un geste de destruction des idoles,



Photo : Nathalie St-Pierre

**Olga Hazan, professeure associée au Département d’histoire de l’art, organise une série de conférences sur l’évocation du prophète Muhammad.**

observe-t-elle. De la même manière qu’Abraham détruit les idoles de son père, Muhammad et Ali, lorsqu’ils reviennent à la Kaaba en 630, vont détruire les idoles païennes. En fait, les trois religions monothéistes que sont le judaïsme, le christianisme et l’Islam se sont constituées contre le paganisme et l’idolâtrie.»

Le Deuxième commandement de la Torah est un interdit de l’idolâtrie et non de la représentation, mais il a certainement eu un effet d’intimidation, souligne l’historienne : «En tout cas, la sculpture n’a pas du tout été encouragée parce que le sujet sculpté peut facilement devenir un objet d’adoration.» Dans l’histoire du christianisme, il y a eu la période iconoclaste : entre les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> siècles, des empereurs byzantins font détruire les icônes. Ils interdisent, puis réhabilitent la représentation du Christ, de la Vierge et des saints, provoquant de graves crises sociales et religieuses.

«La question de l’interdit s’est posée dans les trois traditions religieuses et c’est pourquoi il m’apparaît important de l’aborder par rapport aux trois corpus, explique Olga Hazan. L’image a un pouvoir tel qu’on peut

l’interdire, l’adorer ou la détruire. Mais qu’y a-t-il, dans la facture de l’image, qui fait qu’elle peut ainsi être assimilée à la chose sacrée?»

La première série de rencontres organisée cet automne par Olga

Hazan et le Cercle d’étude sur la figuration du sacré s’intitule *Le Prophète Muhammad : entre le mot et l’image*. «Dans la plupart des cas, les conférenciers vont faire ressortir les paradoxes et ambiguïtés reliés à l’évocation de l’image du prophète, qu’il s’agisse d’une image peinte ou décrite, colportée, interdite ou occultée», dit l’historienne de l’art.

### Place à l’histoire

Les rencontres, qui visent à mieux faire connaître l’Islam dans l’histoire, auront lieu tous les premiers et troisièmes mercredis du mois, de 12h45 à 13h45, au local DS-1950. La première rencontre, le 3 octobre, sera consacrée à la projection d’un documentaire franco-canadien d’Arte, *Mahomet : vers la Prophétie*, suivie d’un commentaire par Jean-René Milot, professeur associé au Département des sciences des religions. Parmi les autres conférenciers attendus, figurent Salah Basalamah, professeur à l’École de traduction et d’interprétation de l’Université d’Ottawa, Walid El Khachab, professeur adjoint en Études arabes à l’Université York, et Georges Leroux, professeur au Département de philosophie ●

## Yolande Cohen admise à la Société royale du Canada

La professeure du Département d’histoire Yolande Cohen a été élue membre de l’Académie des lettres et des sciences humaines de la Société royale du Canada. «Il s’agit d’un grand honneur pour moi et pour le département où j’enseigne, a affirmé Mme Cohen. Cette distinction me fait d’autant plus plaisir qu’elle témoigne d’une reconnaissance du travail que j’ai effectué sur l’histoire des femmes au Québec depuis de très nombreuses années, et accessoirement sur les services que j’ai ainsi pu rendre à la collectivité.»

Chercheuse de renommée internationale et spécialiste de l’histoire des femmes, Yolande Cohen enseigne à l’UQAM depuis 1977. Elle a travaillé principalement sur l’histoire des mouvements sociaux et identitaires en France et au Canada au XX<sup>e</sup> siècle. Ses principaux ouvrages sont

*Les sciences infirmières : genèse d’une discipline* (Les Presses de l’Université de Montréal, 2002), *Profession : Infirmière* (Les Presses de l’Université de Montréal, 2000), *Femmes de Parole. L’histoire des Cercles de fermières du Québec* (Le Jour, 1990), et *Les Jeunes, le socialisme et la guerre. Histoire des mouvements de jeunesse en France* (L’Harmattan, 1989). Elle travaille actuellement à la rédaction d’un essai sur les femmes et la démocratie.

Fondée en 1882, la Société royale du Canada est la plus ancienne et la plus prestigieuse des sociétés savantes au pays et en être élu membre constitue le plus grand honneur qui puisse être accordé aux chercheurs, aux artistes et aux scientifiques au Canada. La professeure Cohen y sera officiellement accueillie lors d’une cérémonie qui aura lieu le 17 novembre 2007, à Edmonton.

## PUBLICITÉ



MARDI 2 OCTOBRE

Galerie de l'UQAM

Exposition : Douglas Gordon. Faire le mort. En temps réel, jusqu'au 5 novembre, de 12h à 18h. Commissaire : Marie Fraser. Pavillon Judith-Jasmin, 405, rue Sainte-Catherine Est (Métro Berri-UQAM), salle J-R120. **Renseignements :** (514) 987-6150 [galerie@uqam.ca](mailto:galerie@uqam.ca) [www.galerie.uqam.ca](http://www.galerie.uqam.ca)

CERB (Centre d'études et de recherches sur le Brésil, UQAM)

Les midis Brésil *brunché* : «Traversées culturelles dans l'écriture de Milton Hatoum», de 12h30 à 14h. Conférencière : Vera Soares, Universidade Federal Fluminense. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1060. **Renseignements :** Véronique Covanti (514) 987-3000, poste 8207 [brasil@uqam.ca](mailto:brasil@uqam.ca) [www.unites.uqam.ca/bresil](http://www.unites.uqam.ca/bresil)

Services à la vie étudiante (SVE)

Conférence : «Les bourses de la Fondation Trudeau : pour qui et comment?», de 12h45 à 13h45. Conférencière : Josée St-Martin de la Fondation Trudeau Pavillon Athanase-David, salle D-R200. **Renseignements :** Francine Ebengué [ebengue.francine@uqam.ca](mailto:ebengue.francine@uqam.ca)

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Portes ouvertes, de 15h à 19h. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-4410. **Renseignements :** Julie Médam (514) 987-6781, poste 8720 [medam.julie@uqam.ca](mailto:medam.julie@uqam.ca) [www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)

Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec

Conférence de l'historien Jean-François Nadeau sur Pierre Bourgault, de 19h à 21h30. Pavillon Judith-Jasmin, salle des Boiseries (J-2805). **Renseignements :** Robert Comeau (514) 987-3000, poste 7950 [comeau.robert@uqam.ca](mailto:comeau.robert@uqam.ca) [www.unites.uqam.ca/chf](http://www.unites.uqam.ca/chf)

MERCREDI 3 OCTOBRE

Centre de design

Exposition : *70 architectes sur l'éthique et la poétique*, jusqu'au 21 novembre, du mercredi au dimanche de 12h à 18h. Pavillon de Design, 1440, rue Sanguinet (Métro Berri-UQAM), salle DE-R200.

**Renseignements :** (514) 987-8421 [centredesign@uqam.ca](mailto:centredesign@uqam.ca) [www.unites.uqam.ca/design/centre/](http://www.unites.uqam.ca/design/centre/)

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

Conférence : «Violence homophobe et lesbophobe», de 12h30 à 14h. Conférencier : Douglas Victor Janoff, criminologue. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715. **Renseignements :** Céline O'Dowd (514) 987-3000, poste 6587 [iref@uqam.ca](mailto:iref@uqam.ca) [www.iref.uqam.ca](http://www.iref.uqam.ca)

Centre d'écoute et de référence

Colloque : «L'écoute dans notre société», de 9h à 16h30. Conférenciers : Marc-Simon Drouin et Micheline De Sève, UQAM; Patrick Vinay, M.D., soins palliatifs, etc. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-M400. **Renseignements :** (514) 987-8509 [centre\\_ecoute@uqam.ca](mailto:centre_ecoute@uqam.ca) [www.ecoute.uqam.ca/colloque](http://www.ecoute.uqam.ca/colloque)

JEUDI 4 OCTOBRE

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

Conférence : «L'Afghanistan, une guerre *juste* pour les femmes?», de 12h30 à 14h. Conférencière : Christine Delphy, sociologue, CNRS. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020. **Renseignements :** Céline O'Dowd (514) 987-3000, poste 6587 [iref@uqam.ca](mailto:iref@uqam.ca) [www.iref.uqam.ca](http://www.iref.uqam.ca)

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Conférences : «Ubris et crédit : économie politique de la crise de liquidité des marchés nord-américains», de 12h30 à 14h. Pavillon Hubert-Aquin, salle A-3316. **Renseignements :** Pierre-Paul St-Onge (514) 987-3000, poste 4897 [st-onge.pierre-paul@uqam.ca](mailto:st-onge.pierre-paul@uqam.ca) [www.chaire-mcd.ca](http://www.chaire-mcd.ca)

VENDREDI 5 OCTOBRE

GREDDIC (Groupe de recherche en droit international et comparé de la consommation)

Conférence : «Consommation responsable : une responsabilité planétaire», de 12h30 à 14h. Conférencier : Ezzedine El Mestiri, directeur de rédaction du magazine *Nouveau consommateur*, France. Thérèse-Casgrain, salle W-2235. **Renseignements :** Thierry Bourgoignie

(514) 987-3000, poste 1635 [gredicc@uqam.ca](mailto:gredicc@uqam.ca)

MARDI 9 OCTOBRE

UQAM Générations

Conférence : «Maria Callas et la renaissance du bel canto au XX<sup>e</sup> siècle», à 12h30. Auditorium de la Grande Bibliothèque, 475 boulevard De Maisonneuve Est. **Renseignements :** Cristina Lague (514) 987-3000, poste 2273 [lague.cristina@uqam.ca](mailto:lague.cristina@uqam.ca) [www.diplomes.uqam.ca](http://www.diplomes.uqam.ca)

Département de sciences des religions

Conférence : «En route vers Gomukh : Un pèlerinage hindou en altitude», à 17h30. Conférencier : Mathieu Boisvert, professeur, Département de sciences des religions. Pavillon Athanase-David, salle D-R200. **Renseignements :** Lucie D'Amours (514) 987-3000, poste 4497 [d'amours.lucie@uqam.ca](mailto:d'amours.lucie@uqam.ca) [www.religion.uqam.ca](http://www.religion.uqam.ca)

MERCREDI 10 OCTOBRE

Chaire d'information financière et organisationnelle

«Première application des IFRS, choix stratégiques et valorisation boursière : le cas de la France», de 12h30 à 13h30. Pavillon des sciences de la gestion, salle R-2155. **Renseignements :** Denis Cormier (514) 987-3000, poste 8358 [cormier.denis@uqam.ca](mailto:cormier.denis@uqam.ca)

ESG UQAM

Conférence : «Êtes-vous entrepreneur?», de 12h45 à 13h45. Conférencier : Michel Grenier, directeur général du Centre d'entrepreneuriat ESG UQAM. Pavillon des sciences de la gestion, salle R-2120. **Renseignements :** Maryse Tremblay (514) 987-3000, poste 4395 [entrepreneuriat@uqam.ca](mailto:entrepreneuriat@uqam.ca) [www.entrepreneuriat.uqam.ca](http://www.entrepreneuriat.uqam.ca)

JEUDI 11 OCTOBRE

CELAT (Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions)

Conférence publique : «La production artistique contemporaine en Afrique : états des lieux et enjeux», de 14h à 17h. Conférencier : Yacouba Konaté, professeur à l'Université d'Abidjan Pavillon 279 Sainte-Catherine Est,

salle DC-2300. **Renseignements :** Caroline Désy (514) 987-3000, poste 1664 [desy.caroline@uqam.ca](mailto:desy.caroline@uqam.ca) [www.celat.ulaval.ca](http://www.celat.ulaval.ca)

Cœur des sciences

Conférence : «OGM et pesticides : sonner l'alarme!», de 19h à 21h. Conférencier : Gilles-Éric Séralini, Université de Caen, France. Pavillon Sherbrooke, 200, rue Sherbrooke Ouest (Métro Place-des-Arts), amphithéâtre (SH-2800). **Renseignements :** (514) 987-3000, poste 3678 [coeurdessciences@uqam.ca](mailto:coeurdessciences@uqam.ca) [www.coeurdessciences.uqam.ca/](http://www.coeurdessciences.uqam.ca/)

IREF (Institut de recherches et d'études féministes)

Conférence : «Le mythe de l'égalité-déjà-là : un poison !», de 19h

à 21h30. Conférencière : Christine Delphy, sociologue, CNRS. Auditorium de la Grande bibliothèque 475, boulevard De Maisonneuve Est (Métro Berri-UQAM). **Renseignements :** Sandrine Ricci (514) 987-3000, poste 2581 [www.unites.uqam.ca/arir](http://www.unites.uqam.ca/arir)

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : [www.evenements.uqam.ca](http://www.evenements.uqam.ca) 10 jours avant la parution du journal. **Prochaines parutions :** 15 et 29 octobre 2007.

PUBLICITÉ



2<sup>e</sup> Congrès international sur la chaîne des médicaments

Le Groupe d'étude sur l'interdisciplinarité et les représentations sociales (GEIRSO) tiendra son 2<sup>e</sup> Congrès international sous le thème : «La chaîne des médicaments, regards interdisciplinaires sur la diversité et la complexité», du 14 au 17 octobre. Présidé par la directrice du GEIRSO, Catherine Garnier, cet événement accueillera des conférenciers prestigieux ainsi que des spécialistes de réputation internationale, tels que Bernard Bégaud, Richard Béliveau, Pierre-Yves Crémieux, John Abraham, etc. L'événement se tiendra au Centre Mont-Royal, 2200, rue Mansfield, Montréal. **Renseignements :** Laurence Largenté (514) 987-3000, poste 7782 [largente.laurence@uqam.ca](mailto:largente.laurence@uqam.ca) [www.geirsomedicaments.uqam.ca](http://www.geirsomedicaments.uqam.ca)



# Martine Charbonneau, athlète polyvalente

Pierre-Etienne Caza

Martine Charbonneau participait le week-end dernier au marathon de New York, une compétition de patin à roues alignées de 100 km qu’elle est passée à deux doigts de remporter, en 2004. Au cours des prochains mois, elle sera cependant sur la glace, tentant de se tailler une place parmi l’élite du patinage de vitesse longue piste.

Nouvelle diplômée au baccalauréat en design graphique, Martine Charbonneau fête cette année ses 10 ans de compétition en patin à roues alignées. «J’ai débuté au Taz Mahal en février 1997, à l’invitation d’un entraîneur qui avait décelé en moi un potentiel de patineuse de compétition parce qu’il m’avait vue dans un spectacle local de patinage synchronisé à roues alignées», se rappelle-t-elle en riant.

Elle est rapidement devenue l’une des meilleures de sa discipline au Canada, et ce, même si elle pratiquait aussi l’escrime en parallèle. «Je faisais partie de l’équipe d’élite du Québec au fleuret et je participais à quelques compétitions nationales et internationales, précise-t-elle. Il m’est arrivé d’avoir une compétition d’escrime le jeudi à Saskatoon et une compétition



Photo : Nathalie St-Pierre

Martine Charbonneau, diplômée du baccalauréat en design graphique.

de patin à roues alignées à Ottawa le samedi!» On lui a demandé de choisir. «Ça a été déchirant, mais le patin à

roues alignées l’a emporté», dit-elle. En juillet dernier, Martine a gagné toutes les épreuves auxquelles elle

était inscrite dans le cadre des championnats canadiens de patin à roues alignées, raflant le titre de championne nationale. Elle a également pris part cette année à une trentaine d’épreuves, notamment aux Jeux panaméricains qui avaient lieu à Rio de Janeiro, au Brésil; aux championnats du monde disputés à Cali, en Colombie; et au marathon de New York.

Lors de sa première participation à New York, en 2002, elle avait terminé 5<sup>e</sup> de sa catégorie (senior féminin). Lors de sa seconde présence, en 2004, elle avait pris le deuxième rang, livrant une chaude lutte à la Colombienne Brigitte Méndez. Les deux coureuses avaient abaissé le record du monde par huit minutes (!), Martine terminant 10 secondes derrière la Colombienne. «Le *sprint* n’est pas ma principale force, admet l’athlète de 29 ans. D’où mon intérêt pour le patinage de vitesse longue piste, qui demande beaucoup d’endurance.»

### Sur la glace... et en affaires !

Depuis deux ans, Martine a effectivement tâté la glace de ce côté. Elle a effectué quatre séjours au centre d’entraînement intérieur de Calgary, dans le cadre du programme *À nous le podium!*, mis sur pied par la Fédération

canadienne olympique en vue des Jeux de Vancouver en 2010. «La compétition est féroce, confie-t-elle, mais ce n’est pas surprenant : les sports de glace font la renommée du Canada partout sur la planète.»

Elle déménagera cet automne dans la région de Québec, afin de s’entraîner sur l’anneau Gaétan-Boucher, à Sainte-Foy. Son objectif est de participer à toutes les courses officielles au Québec, de distance olympique (500m, 1000m, 1500m, 3000m et 5000m) ou hors normes, telles que le 25 km et le marathon de 50 km, deux épreuves qu’elle a remportées en janvier dernier à Ottawa et à Portland, en Ontario.

Parallèlement à ce tourbillon sportif, Martine a décroché depuis trois ans quelques contrats de graphisme avec le Centre sportif de l’UQAM, notamment pour la production de diapositives et d’affiches promotionnelles pour les Citadins, et aussi pour les feuillets remis lors des matchs de basketball. Elle espère maintenant se lancer en affaires et monter sa propre boîte de graphisme, spécialisée dans les événements sportifs. Se démarquera-t-elle de ses concurrents aussi rapidement qu’elle le fait en patin? On le lui souhaite! ●

## TITRES D’ICI

## Le Nord en péril



Photo : Nathalie St-Pierre

Dominique Forget

### Marie-Claude Bourdon

En 2007, la banquise a perdu plus d’un million de kilomètres carrés dans l’océan Arctique, un record. Dans l’ouest de l’Arctique canadien et en Alaska, la température en hiver a déjà grimpé de 3 à 4 °C au cours du dernier demi-siècle. «Dans l’Arctique, le futur est déjà arrivé», écrit Dominique Forget, notre collègue au journal *L’UQAM*, dans *Perdre le Nord?*, un ouvrage choc qui vient de paraître chez Boréal/Névé.

Dans son style très vivant, la communicatrice scientifique transforme

l’exposé complexe des enjeux reliés aux changements climatiques dans le Nord en un récit palpitant qui englobe à la fois les avancées de la science, le contexte politique, économique, juridique et humain de cette situation sans précédent.

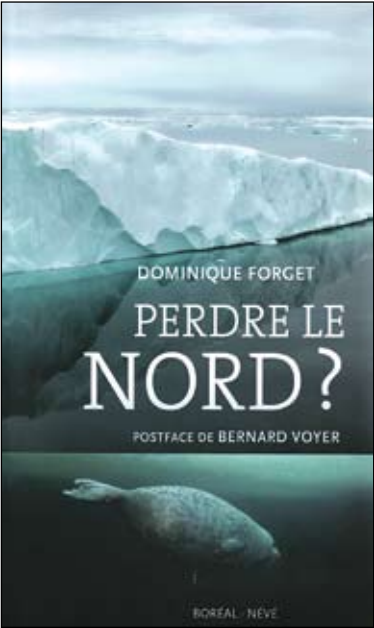
Son ouvrage rappelle que d’ici 2040, le passage du Nord-Ouest pourrait être libre de glace en été et, du fait même, s’ouvrir à la navigation tout en permettant l’exploitation de ressources naturelles restées jusqu’ici inaccessibles. Pour cette raison, le Canada devra repenser ses relations avec ses voisins circumpolaires, dont

les États-Unis et la Russie, surtout que sa souveraineté sur le fameux passage est contestée par la communauté internationale.

*Perdre le Nord?* permet de mieux comprendre pourquoi le réchauffement se produit en mode accéléré dans l’Arctique, ainsi que les conséquences de la fonte des glaces sur le climat global de la planète. Il décrit les effets des changements climatiques sur la banquise, sur la faune terrestre et aquatique des immensités glacées situées à l’intérieur du cercle polaire, mais aussi sur les humains qui y vivent. Adaptés depuis des millénaires à cet environnement inhospitalier, les Inuits sont les premiers témoins du réchauffement de la planète.

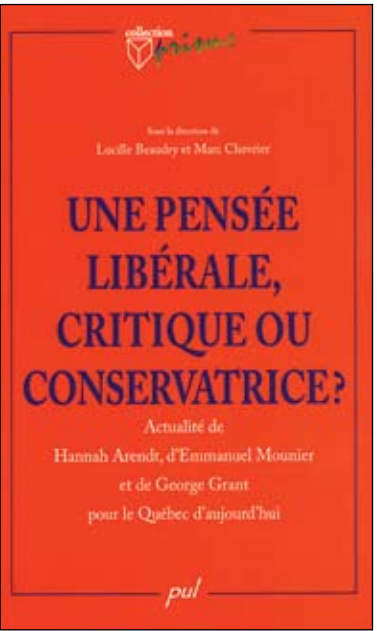
«On l’oublie facilement parce que très peu de gens y vont, mais 40 % du territoire canadien se trouve en Arctique, dit l’auteure. Il est temps qu’on se réveille et qu’on fasse quelque chose pour protéger cet environnement. Entre autres, je trouve qu’on devrait se préoccuper davantage des Inuits, qui sont responsables d’une infime partie des émissions de gaz à effet de serre et qui sont pourtant parmi ceux qui souffrent le plus du réchauffement climatique.»

De nombreux scientifiques de divers domaines ont collaboré à l’ouvrage. À l’UQAM, Alain Grenier, spécialiste du tourisme polaire au Département d’études urbaines et touristiques, et Joël Plouffe, adjoint de recherche à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diploma-



tiques, ont offert leur contribution. Enrichi de plusieurs illustrations et de magnifiques photos de l’Arctique, le livre s’accompagne d’une carte du Pôle nord publiée à l’occasion de l’Année polaire internationale, en 2007-2008, par l’organisme Canadian Geographic.

En postface, l’explorateur Bernard Voyer lance un vibrant S.O.S. Car si rien n’est fait pour réduire sérieusement les émissions de gaz à effet de serre, c’est non seulement l’avenir du Nord, mais celui de la Terre telle qu’on la connaît qui est en jeu. On referme le livre en se demandant une fois de plus comment nos gouvernements peuvent continuer à ignorer l’urgence de la situation ●



### Pour sortir des schémas binaires

Dans l’ouvrage collectif *Une pensée libérale, critique ou conservatrice ?* dirigé par deux professeurs du Département de science politique, Lucille Beaudry et Marc Chevrier, les auteurs, parmi lesquels on retrouve également Yves Couture (Sc. Pol. UQAM), Éric Bédard (TÉLUQ) et Jean-Pierre Couture (doctorant en science politique UQAM), réexaminent «le nouvel horizon des idées politiques» défini par la prise de pouvoir des Conservateurs à Ottawa et de la montée de l’ADQ à Québec. Ils avancent que le débat politique s’est «platement appauvri» ces dernières années par le recours à des schémas binaires d’analyse – droite/gauche, fédéralistes/souverainistes, progressistes/conservateurs – aussi réducteurs qu’inexactes pour rendre compte de l’évolution des idées politiques au Québec. Ils préfèrent faire référence à un système tri-polaire impliquant conservatisme, libéralisme et socialisme et leurs divers amalgames. Leur réflexion les mène à considérer la Révolution tranquille comme une révolution dont la composante la plus accomplie fut libérale.

Les intellectuels d’une «nouvelle sensibilité» qui signent les chapitres de ce livre sont nés pour la plupart après 1960 et se montrent sceptiques face à l’héritage de la modernité libérale, tout en demeurant attachés aux acquis de la Révolution tranquille, ils cherchent à réintroduire la dialectique et la pensée plurielle de l’histoire des idées et du réel. Publié aux Presses de l’Université Laval, Collection Prisme, 2007, 220 pages.





# Une fête réussie!

La rectrice par intérim, Danielle Laberge, conviait tous les employés de l'UQAM à célébrer la rentrée universitaire lors d'un cocktail estival à l'Agora des sciences Hydro-Québec du Cœur des sciences, le 17 septembre dernier. Plus de 500 personnes ont participé à la fête.

Les membres de la direction de l'UQAM ont accueilli les invités à l'entrée du bâtiment, où s'étirait une longue file d'attente. La rectrice par intérim et ses collègues ont pris le temps de saluer personnellement chacune et chacun, ce qui a semblé être apprécié de la majorité des employés.

Ces derniers ont rendu la politesse à Danielle Laberge quelques instants plus tard, en l'ovationnant chaleureusement après qu'elle ait pris la parole pour livrer un mot de bienvenue fort émouvant. «Ce que je vois devant moi, c'est l'UQAM, car c'est vous qui faites fonctionner notre université, qui la tenez à bout de bras... et vous êtes beau à voir», a-t-elle déclaré, en lançant à nouveau un appel à la solidarité pour défendre notre université.

La fête s'est ensuite déroulée en musique, gracieuseté de CHOQ.fm, et les gens ont pu se mettre sous la dent les bouchées gracieusement offertes par Quattro D Traiteur.

Photos : Nathalie St-Pierre

